



Stratégie

Blanquer veut dégraisser le « mammouth »

En toute discrétion, le ministre s'attaque à la bureaucratie de l'Education nationale. Recteurs, inspecteurs, agents administratifs: nul n'y échappe.

Tout un symbole. A la rentrée 2019, les trois inspections générales de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Jeunesse auront fusionné. Quelque 300 hauts fonctionnaires qui travaillaient souvent ensemble, partageaient les mêmes locaux, mais se regardaient en chien de faïence, vont donc devoir s'entendre pour cesser de se marcher sur les pieds. Un serpent de mer, vieux de vingt ans, du temps où Claude Allègre voulait « dégraisser le mammouth ». Jamais le ministre Jean-Michel Blanquer n'emploiera ce vocable. Explosif. Mais l'ambition demeure : faire bouger l'Education nationale, son administration en tête, pour en faire un corps agile et efficace. Malgré les dénégations de sa secrétaire générale, Marie-Anne Lévêque : « Nous ne sommes pas le mammouth que l'on dit. A six gestionnaires de ressources humaines pour 1 000 agents, on a même le meilleur ratio d'efficacité. Au niveau central, nous sommes 3 000, c'est aussi très léger. A Bercy, ils sont 5 000. Et 4 200 à l'Ecologie. »

Mais les témoignages s'accumulent sur ce milieu inextricable, qui vaut au secrétaire national du SNPDEN, premier syndicat de chefs d'établissement, Philippe Vincent, les yeux ébahis de ses visiteurs étrangers : « Ils se croient en RDA avant la chute du Mur. »

Administration démesurée

Un nouveau livre, *La Vérité sur votre école*, de Jérôme Logre, proviseur à la retraite, en rajoute : « La taille du monstre est telle qu'aucune autre organisation humaine, sauf peut-être l'armée chinoise, ne lui arrive à la cheville. Sur le gros million de fonctionnaires qu'il emploie, plus de 200 000 personnes ne sont pas devant les élèves, mais dans les administrations centrales ou décentralisées. Ces troupes constituent le vrai gras du mammouth. » Et la comparaison internationale le confirme : « Avec un taux d'administration de 22%, inchangé depuis dix ans, la France détient le record en Europe de poids du personnel non enseignant », souligne l'expert à l'OCDE Eric Charbonnier.

MAUVAISE ÉLÈVE

► Poids du personnel non enseignant dans les dépenses de fonctionnement



SOURCE : REGARDS SUR L'ÉDUCATION 2018, OCDE

La France est la championne européenne du personnel non enseignant, soit plus de 200 000 personnes, un chiffre inchangé depuis dix ans.

C'est donc devenu une priorité du ministre, inscrite noir sur blanc par le Comité action publique 2022 de Maignon (CAP 22) : « Réorganiser l'administration territoriale et centrale. » Jean-Michel Blanquer l'a traduit en chiffres : 200 postes en moins cette année et 400 en 2019 pour participer à l'effort global de 1 800 suppressions nettes. « Essentiellement des départs en retraite et des contractuels », précise la Rue de Grenelle. « On est encore dans l'épaisseur du trait, admet Jean-Marc Bœuf, de l'Unsa, mais ça intervient après une inexorable baisse : 5 000 depuis 2006. »

Or, selon la Cour des comptes, entre 2011 et 2015, tous les effectifs de l'Etat dans les territoires ont baissé (-11%), sauf dans les rectorats (+2,5%). Une anomalie doublée d'une aberration : pour suivre la fusion des régions de 2015, un « super recteur » a été créé, qui s'est ajouté aux recteurs d'académie, sans autorité hiérarchique ni budget. Un pur doublon.

Le premier chantier de Blanquer est donc tout trouvé : la fusion des rectorats. Au nombre de 30 aujourd'hui,

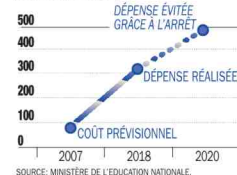
Logiciel Sirhen, un échec à 320 millions d'euros

C'était il y a dix ans. En 2007, le programme Sirhen est lancé, une plateforme ultramoderne qui devait, pour 80 millions d'euros, permettre au ministère de l'Education nationale de gérer paie et carrières de son million d'agents. Et puis, le 20 juillet, dans le creux de l'été, Jean-Michel Blanquer a tout arrêté.

Car l'ardoise a quadruplé, à 320 millions d'euros ! Pour un résultat ridicule : le logiciel ne traite aujourd'hui que 5 % de la population visée. Et mal. Philippe Vincent, le secrétaire général du syndicat des chefs d'établissement SNPDEN, raconte : « Les personnels de direction sont bel et bien gérés par ce logiciel. Mais,

alors qu'on est en train de boucler la campagne de gestion des carrières, il est impossible de mettre des pièces jointes, les comptes rendus ne correspondent pas à l'année en cours, et les CV sont truffés d'erreurs ! » Ils sont 20 000 coincés dans le système... La technologie ne fait pas toujours des miracles. ■

► Coût de développement de Sirhen (en millions d'euros)



SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.
 L'arrêt de cet été a évité un dérapage supplémentaire de près de 200 millions d'euros.



Jean-Michel Blanquer au rectorat d'Occitanie, à Toulouse. La fusion des régions en 2015 a créé un « super recteur » sans autorité hiérarchique ni budget. Un doublon dont ne veut plus le ministre de l'Education nationale, qui va réduire de 30 à 13 le nombre de rectorats d'ici à 2021.

ils ne seront plus que 13 en 2021. La Normandie mène l'expérimentation depuis 2017. « On veut montrer que l'Education nationale se modernise, sans désespérer les territoires », annonce le premier recteur fusionné, Denis Rolland, très excité par la tâche.

« Pas d'objectifs chiffrés »

Très prudent aussi : le projet touche agents et élus, deux populations ultrasensibles. S'il a déjà fermé sa résidence de Rouen, il prend des pincettes : « Les organigrammes ne bougeront pas avant l'été 2019. Il n'y aura aucune mobilité géographique forcée. Et nos services seront équitablement répartis sur le terrain. » Pour anticiper les difficultés, le cabinet de conseil Eurogroup et un inspecteur de l'administration ont été dépêchés. « Evidemment, il y a des inquiétudes. Mais, jure-t-il, il n'y a aucun objectif chiffré. » Ce que confirme Marie-Anne Lévêque : « La fusion des académies vise à

mutualiser des moyens, pas à baisser l'emploi. » Nuance...

Il n'empêche, toutes les pistes sont testées. Outre la classique mutualisation de l'immobilier ou des achats, le ministère externalise. L'an dernier, l'assurance-chômage des vacataires a été transférée à Pôle emploi – « 200 postes », calcule la secrétaire générale. Surtout, il dématérialise beaucoup, malgré les déboires du super logiciel Sirhen, arrêté en catimini cet été (lire ci-contre). « Cette logique s'étendra jusqu'en 2021 aux diplômes et à la correction des copies, dans le cadre de la réforme du bac », stipule CAP 22. Le ministère développe depuis 2011 le projet Cyclades pour les examens et concours, sans viser, bien sûr, un nombre de postes. « L'enjeu est de faire monter ces personnels en qualification », plaide la secrétaire générale. Mais les 1500 agents chargés des examens forment, derrière la fonction RH (7000), l'autre gros bataillon des rectorats.

Reste un pan de l'administration du ministère encore inexploré : les opérateurs – Cned, Onisep, Ciep ou réseau Canopé –, ces « machins » qui emploient 3360 personnes et coûtent 164 millions d'euros. Le plus gros est aussi le plus obscur : avec 1500 agents et un budget annuel de 90 millions d'euros, le réseau Canopé est à la fois maison d'édition pour professeurs-auteurs et chaîne de librairies. Loin des bases de l'enseignement. Jean-Michel Blanquer a repéré le gisement, et 83 postes vont sauter en 2019. La mesure est encore douce : 70 étaient vacants. Mais le signal est donné. Comme à l'Onisep, aussi dans sa ligne de mire. A bas bruit, sa grande réforme de l'orientation pose la question du devenir de cet organisme comptant 500 agents et 30 millions de budget. D'autant que le secteur privé lui a taillé des croupières. En toute discrétion, Blanquer fait le tri. Ni vu ni connu, le dégraissage continue.

Alice Mérieux

La dépêche du midi/MAXPPP